

Conditions-cadres sur le plan légal

Révision totale de la loi sur la Banque nationale

Partant du projet de loi établi par le groupe d'experts «Réforme du régime monétaire» (voir 93^e rapport de gestion, page 45), le Département fédéral des finances (DFF) a ouvert, en mars 2001, une procédure de consultation relative à une révision totale de la loi sur la Banque nationale (LBN). La loi en vigueur sur la Banque nationale date de 1953 et n'a été que partiellement révisée depuis lors. De nombreuses dispositions ne sont, de ce fait, plus adaptées aux conditions actuelles. En outre, suite à la mise à jour de l'article constitutionnel sur la politique monétaire (art. 99), il est nécessaire de procéder à des adaptations au niveau de la loi. Les points essentiels de l'avant-projet du groupe d'experts portent sur la concrétisation du mandat que la constitution assigne à la banque centrale, l'aménagement de l'autonomie de celle-ci, l'introduction d'une obligation explicite de rendre compte, la définition de manière plus générale et plus souple des opérations, la modernisation des instruments relevant de la puissance publique, l'adaptation des dispositions relevant du droit de la société anonyme, ainsi que la simplification de la structure des organes.

Dans la prise de position qu'elle a adressée à fin juin au DFF, la Banque nationale a approuvé la modernisation prévue de la loi qui la régit. Elle a estimé que l'avant-projet de loi, établi par le groupe d'experts, constitue une bonne base pour la rédaction du message aux Chambres fédérales et salué en particulier la définition précise qui est donnée de son mandat. Axer la politique monétaire sur l'objectif prioritaire de la stabilité des prix figure parmi les éléments essentiels d'une loi moderne sur la banque centrale. La Banque nationale doit, selon le projet de loi, assurer la stabilité des prix. Ajouter dans la loi que la Banque nationale doit également tenir compte de l'évolution de la conjoncture est judicieux et correspond à une pratique qui a fait ses preuves. La Banque nationale a souhaité que sa contribution à la stabilité du système financier figure elle aussi dans la loi, en plus de ses tâches d'institut d'émission, tâches dont la définition a été modernisée dans le projet.

Le projet de loi, a estimé la Banque nationale, concrétise bien l'indépendance ancrée dans la constitution, puisque l'institut d'émission et ses organes devront agir libres de toute instruction. Il faut cependant que l'indépendance repose sur une base légale solide non seulement sur le plan fonctionnel, mais aussi sur les plans institutionnel et financier. A propos toujours de l'indépendance, la Banque nationale s'est prononcée pour le maintien de la forme juridique de la société anonyme. Elle a aussi approuvé pleinement les obligations de rendre compte et d'informer, obligations qui, selon elle, devraient cependant être définies plus précisément dans la nouvelle loi.

La Banque nationale a soutenu sans réserve la suppression, proposée par le groupe d'experts, des moyens d'action dont elle n'a plus besoin. Selon l'avant-projet, les liquidités de caisse que les banques doivent détenir sont remplacées par des réserves minimales. La Banque nationale a suggéré d'apporter ici un complément pour que le champ d'application des réserves minimales puisse être étendu, éventuellement au niveau de l'ordonnance, aux émetteurs de monnaie électronique et à d'autres émetteurs de moyens de paiement. Etant donné les mutations rapides que connaissent les marchés financiers, la définition des établissements soumis à la constitution de réserves minimales pourrait s'avérer un jour trop étroite si l'on s'en tient à la notion de «banques».

Procédure de consultation portant sur le projet du groupe d'experts

Stabilité des prix, objectif de la politique monétaire

Indépendance de la Banque nationale à l'égard de toute instruction

Modernisation des moyens d'action

**Constitution de provisions:
décision à prendre
par le Conseil de banque**

La disposition constitutionnelle qui impose à la Banque nationale d'alimenter, à partir de ses revenus, des provisions servant à constituer des réserves monétaires devrait, a préconisé également la Banque nationale, être concrétisée de façon plus précise dans la loi. En ce qui concerne l'organe appelé à décider du volume que doivent atteindre les provisions, la Banque nationale a proposé le Conseil de banque, alors que le groupe d'experts a attribué cette compétence à la Direction générale. Faire reposer cette décision, importante pour la détermination du bénéfice, sur une assise plus large est souhaitable et correspond à l'intention de donner des attributions plus étendues au Conseil de banque.

**Réduction judiciaire du
nombre des organes**

Enfin, la Banque nationale a approuvé la simplification des organes prévue dans le projet de loi. Si l'on veut une conduite efficace de la Banque, il est indispensable que le nombre des organes soit réduit et que les interactions entre ces organes soient optimisées. La réduction du nombre des membres du Conseil de banque est à cet égard une condition importante à remplir. La Banque nationale a souhaité sur ce plan aller encore plus loin que le groupe d'experts; elle a estimé en effet judicieux de réduire à onze – et non à quinze comme l'a retenu le groupe d'experts – le nombre des membres du futur Conseil de banque. Ainsi, la responsabilité de chaque membre du Conseil dans la prise de décision serait renforcée, et l'organe opérerait avec une efficacité accrue.

**Garantir une présence
régionale**

Toujours à propos de la simplification qui est prévue dans l'organisation, il faudrait veiller à ce que l'institut d'émission reste suffisamment ancré dans les régions. Aussi la Banque nationale a-t-elle proposé que la présence de l'institut d'émission dans les régions, pour observer l'évolution économique et assurer les contacts sur le plan régional, soit mentionnée dans la loi en tant qu'élément important. Elle s'est prononcée en particulier pour la constitution, auprès de chacun des comptoirs de la Banque, d'un conseil consultatif chargé d'accompagner et de soutenir le comptoir dans l'observation de l'évolution économique.

**Surveillance des systèmes de
paiement et de règlement**

Dans la procédure de consultation, la surveillance des systèmes de paiement, proposée par le groupe d'experts, a été fondamentalement bien accueillie. En décembre, la Banque nationale et la Commission fédérale des banques ont, dans une prise de position commune, suggéré au DFF d'étendre la surveillance qu'exercera l'institut d'émission à d'autres institutions centrales d'où peuvent découler des risques pour la stabilité du système financier. Il s'agit d'inclure notamment les systèmes de règlement des opérations sur titres dans la surveillance systémique, comme le recommandent des organisations internationales. En outre, la coordination de la surveillance systémique (par la Banque nationale) et de la surveillance des établissements (par la Commission des banques) devrait faire l'objet d'une réglementation explicite. Cela nécessite de compléter le projet de loi sur la Banque nationale et de modifier une série de dispositions des lois sur les banques et les bourses.

